TURQUIE

La rue gronde à nouveau contre la corruption du régime Erdogan

Des milliers de personnes ont à nouveau défilé hier dans les rues de Turquie pour dénoncer la corruption du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, alors que le gouvernement a promulgué sa loi très critiquée renforçant son emprise sur la justice.

Partie dès mardi soir de façon largement spontanée dans une dizaine de villes, la vague de contestation s'est poursuivie à Istanbul et Ankara aux mêmes cris de «gouvernement, démission !» et «au voleur !», après la diffusion d'une conversation téléphonique qui a pour la première fois directement mis en cause M. Erdogan.

Réunis à l'appel du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), ces manifestants ont distribué des faux billets, symboles de la «corruption» du régime islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, sur la place Taksim à Istanbul, lieu central de la fronde antigouvernementale de juin 2013.

«Nous allons préserver nos citoyens de notre pays de ces agissements détestables et négatifs, si Dieu le veut», a lancé le candidat du CHP à la mairie d'Istanbul, Mustafa Sarigül, à un mois du scrutin municipal du 30 mars.

«Ce Premier ministre et son gouvernement n'ont plus de légitimité, il n'y a pas d'autre solution que leur départ», a renchéri une des manifestantes, Sema, qui «espère que nous y parviendrons par la voie des urnes».

Dans la capitale Ankara, plus d'un millier de personnes réunies à l'appel de plusieurs syndicats de gauche ont également exigé la démission de M. Erdogan. Deux mois après le début du scandale, la publication lundi soir sur YouTube de l'enregistrement de plusieurs conversations téléphoniques compromettantes attribuées au Premier ministre et à son fils Bilal a enflammé le pays à nouveau.

Photo : DR

Dans ces échanges écoutés par plus de trois millions d'internautes, M. Erdogan ordonne à son fils de faire disparaître de fortes sommes d'argent le chiffre de 30 millions d'euros est cité —, deux heures après le coup de filet ordonné le 17 décembre par la justice contre des dizaines de proches du régime soupçonnés de corruption.

M. Erdogan a vigoureusement contesté mardi leur authenticité et dénoncé une «attaque abjecte», aussitôt attribuée à ses ex-alliés de la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, très influents dans la police et la justice.

«Il faut admettre le caractère illégal de tout ça», s'est offusqué hier le président du Parlement Cemil Ciçek, fustigeant un «acte immoral». «J'ai compris très vite qu'il s'agissait d'un montage», a renchéri le ministre de la Technologie, Fikri Isik.

L'opposition a au contraire confirmé l'authenticité des bandes. «Elles sont aussi réelles que le mont Ararat», a assuré le président du CHP Kemal Kiliçdaroglu.

Dans ce climat de forte tension, le président Abdullah Gül a finalement donné hier son feu vert à la réforme très critiquée du Haut conseil des juges et procureurs (HSYK), malgré les appels au veto qui lui avaient été adressés.

Ce nouveau texte, qui a suscité de violents débats ponctués de coups de poing entre députés rivaux au Parlement, autorise le ministre de la Justice à fixer l'ordre du jour du HSKY et à ordonner des enquêtes sur ses membres, et lui donne la dernière main sur les nominations des hauts magistrats.

Déposée en janvier, la réforme a déchaîné les critiques de l'opposition et suscité les mises en gardes répétées de l'Union européenne à la Turquie, candidate à l'adhésion, au nom de «l'indépendance de la justice». Signe de la gêne suscitée en Turquie même par la nouvelle loi, M. Gül, qui s'est récemment éloigné de la ligne intransigeante suivie par M. Erdogan, a relevé dans le texte «15 dispositions clairement contraires à la Constitution», mais il s'est satisfait des retouches opérées pendant le débat parlementaire. Le CHP a immédiatement saisi hier la Cour constitutionnelle de ce texte.

Après une première loi renforçant le contrôle de l'internet et une vague de purges sans précédent dans la police et la justice, la réforme judiciaire ne vise à rien d'autre, selon l'opposition, qu'à étouffer les accusations de corruption portées contre le régime.

PAKISTAN

Le gouvernement présente sa première politique «antiterroriste»

Le Pakistan a dévoilé hier, après des années de lutte contre des groupes armés, la première politique antiterroriste de son histoire qui promet des opérations ciblées en représailles à chaque attentat perpétré par les rebelles. Le ministre de l'Intérieur, Chaudhry Nisar, a présenté sa «politique sur la sécurité nationale» devant le Parlement au lendemain de son approbation par le Conseil des ministres, mettant ainsi fin à des années d'attente pour un programme unifié de lutte antiterroriste.

«Nous avons opéré un changement important dans notre politique. Désormais, nous allons réagir à chaque acte de terrorisme perpétré dans le pays par une attaque contre les quartiers généraux de ces insurgés, près de la frontière afghane», a déclaré M. Nisar au Parlement.

«C'est d'ailleurs en vertu de cette nouvelle politique que nous avons mené (au cours des derniers jours) ces frappes ciblées dans les zones tribales, bastions rebelles, à la lisière de l'Afghanistan», a-t-il ajouté, précisant que les pourparlers de paix avec les insurgés «pourraient reprendre sous peu».

«Des négociations et des frappes ciblées vont de pair», a-t-il soutenu, les autorités tentant justement d'imposer sur le terrain un rapport de force qui leur soit favorable lors des discussions avec les insurgés.

«L'Autorité nationale du contre-terrorisme sera désormais l'agence supervisant l'ensemble des rapports sur les questions de menaces de l'intérieur», a ajouté le ministre. La publication de ce programme d'une centaine de pages intervient une semaine après la suspension des pourparlers de paix entre le gouvernement et le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP).

Le gouvernement avait suspendu le dialogue juste après l'exécution de 23 paramilitaires par une faction du TTP. Depuis, l'aviation pakistanaise a multiplié les raids contre les bastions rebelles dans le nord-ouest du pays, tuant une centaine de talibans présumés, d'après des sources militaires.

«Nous mettons sur pied une force de frappe rapide, équipée d'hélicoptères et des plus récentes technologies pour mener nos opérations antiterroristes», a affirmé M. Nisar.

SYRIE

Des dizaines de rebelles tués près de Damas

Des dizaines de rebelles ont été tués hier par l'armée régulière syrienne à l'entrée d'un bastion des insurgés près de la capitale Damas, selon des sources concordantes.

«Sur la base de renseignements et à l'issue d'une embuscade bien organisée, notre valeureuse armée a abattu des dizaines de terroristes du «Front Al-Nosra», dont la plupart ne sont pas Syriens, dans la Ghouta orientale, dans la province de Damas, et saisi leurs armes», a annoncé la télévision d'Etat.

La Ghouta orientale, à l'est de la capitale, est la principale place forte de la rébellion.

«Des dizaines» d'hommes armés «ont été tués et blessés dans une embuscade tendue par les troupes loyalistes (...) de la localité d'Otaybé dans la Ghouta orientale», a indiqué de son côté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Otaybé se situe à l'entrée est de la Ghouta, qui reste avec la région de Qalamoun, également dans la province de Damas, l'une des principales zones de combats entre forces loyalistes et rebelles. L'armée y a tendu plusieurs embuscades aux insurgés auparavant, selon des médias. Selon une source de sécurité, le groupe composé dans sa quasi-totalité de Jordaniens et Saoudiens, venant de Jordanie, a pénétré hier en Syrie. La bataille a eu lieu vers 05h00 (03h 00 GMT) et s'est soldée par 156 morts du côté rebelle et dix prisonniers.

Lundi, l'armée régulière syrienne avait progressé dans un quartier stratégique d'Alep (nord), dont la prise lui permettrait de renforcer son contrôle sur la prison centrale et d'assiéger l'est de la métropole.

TERRORISME

Douze recruteurs présumés de volontaires pour la Syrie arrêtés en Belgique

Douze personnes soupçonnées d'avoir recruté des combattants pour la Syrie avaient été placés sous mandat d'arrêt hier en Belgique, dans le cadre d'une offensive policière qui se poursuit contre ces réseaux, a indiqué le parquet fédéral belge.

Les 12 suspects doivent comparaître demain vendredi devant la chambre du conseil de Bruxelles, qui décidera s'il y a suffisamment d'indices de culpabilité contre eux pour les citer à comparaître devant le tribunal correctionnel.

Ils ont été interpellés dans le cadre d'une opération policière qui se poursuivait hier pour la troisième journée consécutive, avec des dizaines de perquisitions et interpellations.

Cinq autres personnes interpellées depuis ont été libérées sous conditions, tandis que deux mineurs ont été placés en centres fermés, a précisé le parquet. La Belgique est en pointe contre l'enrôlement en Europe de volontaires pour combattre le régime de Bachar al-Assad en Syrie, s'affirmant préoccupée de leur possible dérive radicale à leur retour.

Selon le ministère des Affaires étrangères, plus de 200 ressortissants belges ont déjà rejoint le champ de bataille syrien, et plus d'une vingtaine y ont trouvé la mort. Il faut «savoir comment suivre à la trace ces jihadistes pour mesurer leur dangerosité une fois qu'ils reviendront chez nous ou ailleurs», a récemment souligné le ministre, Didier Reynders.

Plus de 2 000 jeunes ressortissants européens ont gagné la Syrie où veulent le faire, selon les informations regroupées au sein de l'UE, les Français, quelque 700 personnes, étant parmi les plus nombreux.